



---

**Comité de l'agriculture**

**MISE EN ŒUVRE DE LA DÉCISION SUR LES MESURES CONCERNANT  
LES EFFETS NÉGATIFS POSSIBLES DU PROGRAMME DE RÉFORME  
SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS ET LES PAYS EN  
DÉVELOPPEMENT IMPORTATEURS NETS  
DE PRODUITS ALIMENTAIRES**

**NOTE DU SECRÉTARIAT<sup>1</sup>**

*Addendum*

Le présent addendum à la note du Secrétariat G/AG/W/42/Rev.23 datée du 10 novembre 2022 sur la mise en œuvre de la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires ("Décision sur les PDINPA") contient un récapitulatif des dernières notifications annuelles sous la forme du tableau NF:1 communiquées par les Membres donateurs. Ce document comprend également les derniers niveaux d'engagement annuels (pour 2023) des parties à la Convention relative à l'assistance alimentaire (CAA) qui ont ratifié, accepté ou approuvé la Convention.

---

<sup>1</sup> Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits ou obligations dans le cadre de l'OMC.

### Récapitulatif des notifications sous la forme du tableau NF:1

Membre	Dernière notification	Quantité d'aide alimentaire fournie aux PMA et aux PDINPA	Indication de la part fournie intégralement à titre de don ou à des conditions favorables appropriées	Assistance technique et financière prévue au paragraphe 3 iii) de la Décision	Autres renseignements pertinents concernant les mesures prises dans le cadre de la Décision
1	2	3	4	5	6
Afrique du Sud	G/AG/N/ZAF/104 (15 septembre 2021), période considérée: <i>année civile 2017</i>	-	-	L'Afrique du Sud a fourni: - 7 millions de ZAR au PAM pour l'aide humanitaire en République de Somalie; - 8 millions de ZAR au PAM pour l'aide humanitaire en République de Sierra Leone; et - 8 millions de ZAR au PAM pour l'aide humanitaire au lendemain des ouragans Irma et Maria dans les îles des Caraïbes ; - 3 millions de ZAR à la FAO en réponse à un appel d'urgence à relever le défi de l'insécurité alimentaire à l'échelle continentale en Afrique; et - 10,98 millions de ZAR par l'intermédiaire du Programme de développement de l'agriculture en Afrique (AADP) pour l'assistance technique en faveur de la production laitière au Mozambique, en Zambie et au Malawi.	-
Australie	G/AG/N/AUS/151 (25 septembre 2023) période considérée: <i>exercice financier 2021/22</i>	L'Australie a fourni 74,7 millions d'AUD d'aide alimentaire aux PMA et aux PDINPA sous la forme d'un soutien en espèces au Programme alimentaire mondial des Nations Unies pour les secours d'urgence. Pour une ventilation par pays bénéficiaire, veuillez vous reporter à la notification.	Toute l'aide alimentaire a été fournie à titre de don.	L'Australie a fourni 339,10 millions d'AUD pour les programmes relevant de la Décision, dont 129,60 millions destinés aux PMA et aux PDINPA. Le Département australien des affaires étrangères et du commerce extérieur (DFAT) est chargé principalement d'administrer le programme d'aide de l'Australie. <sup>1</sup> Ce programme d'aide comprend les travaux visant à améliorer l'agriculture et le développement rural dans les PMA et les PDINPA. Le Centre australien de recherche agronomique internationale (ACIAR) apporte également une aide aux PMA et aux PDINPA par l'intermédiaire de son programme mondial. <sup>2</sup> L'ACIAR a pour objectif d'établir des systèmes agricoles plus productifs et plus durables bénéfiques pour les pays en développement et pour l'Australie, par des partenariats internationaux de recherche dans le domaine agricole. Il ne verse pas directement de fonds au Programme alimentaire mondial, mais s'emploie à améliorer la sécurité alimentaire et à réduire la pauvreté parmi les petits exploitants et les communautés rurales en fournissant des	En dehors de l'aide alimentaire et financière de l'Australie fournie par le DFAT et l'ACIAR, plusieurs organismes publics relevant de l'administration fédérale ou des États ("autres services gouvernementaux") ont parrainé des échanges officiels avec des pays en développement sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, pour un montant total d'environ 33,9 millions d'AUD en 2021/22, dont 0,4 million a été destiné aux PMA et aux PDINPA.

<sup>1</sup> De plus amples renseignements sur le programme d'aide de l'Australie sont disponibles via le lien suivant: [Climate resilient agricultural development and food security | Australian Government Department of Foreign Affairs and Trade \(dfat.gov.au\)](https://www.dfat.gov.au/food-security).

<sup>2</sup> Des renseignements détaillés sur le programme mondial d'ACIAR sont disponibles à l'adresse suivante: <https://www.aciar.gov.au/>.

1	2	3	4	5	6
				<p>services de courtage et en investissant dans des travaux de recherche en lien avec ces questions.</p> <p>L'assistance technique et financière bilatérale et régionale (qui constitue la majorité de l'aide accordée par l'Australie) s'est chiffrée à 58,20 millions d'AUD environ, portant essentiellement sur la productivité et la viabilité de l'agriculture, le stockage des récoltes, la gestion de l'environnement, le développement des marchés, la fourniture d'infrastructures en relation avec la sécurité alimentaire et l'adaptation des pays au nouvel environnement commercial.</p> <p>En 2021/22, l'ACIAR a accordé 99,42 millions d'AUD à des programmes relevant de la Décision, dont un montant de 18,68 millions d'AUD affecté à des programmes dans les PMA et les PDINPA.</p> <p>L'Annexe C de la notification contient une ventilation des dépenses administrées par l'ACIAR pour l'exercice 2021/22. L'Australie finance également les bourses d'études d'étudiants originaires de PMA et de PDINPA dans les domaines de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche.</p>	
Canada	G/AG/N/CAN/156 (24 mars 2023), période considérée: <i>année civile 2021</i>	L'aide alimentaire totale déclarée au titre de la Convention relative à l'assistance alimentaire (CAA) s'est élevée à 517,6 millions de CAD environ, dont environ 376 millions ont été affectés aux PDINPA et aux PMA. L'aide alimentaire intègre une combinaison d'outils, y compris l'acheminement de produits admissibles, une aide financière, des bons d'échange, des interventions nutritionnelles et une garantie des moyens de subsistance dans des situations d'urgence et de relèvement rapide. Pour une ventilation par pays bénéficiaire, veuillez vous reporter à la notification.	Toute l'aide alimentaire a été fournie à titre de don. <sup>3</sup>	<p>En 2021, le Canada a fourni 517,6 millions de CAD de contributions admissibles à la CAA, dépassant largement son engagement de 250 millions de CAD, en raison de l'insécurité alimentaire historiquement élevée.</p> <p>Dans le cadre de sa réponse aux besoins alimentaires dans le monde, le Canada a continué à soutenir des partenaires expérimentés pour fournir une aide alimentaire et nutritionnelle en 2021. Ces mesures ont été complétées par un financement spécifique<sup>4</sup> destiné aux pays confrontés à des crises alimentaires majeures et par des efforts continus de sensibilisation, notamment par le biais du Pacte du G-7 pour la prévention de la famine et des crises humanitaires.</p> <p>En 2021, le Canada a soutenu la Banque canadienne de grains avec une combinaison de financement humanitaire et de développement (10 millions de CAD) pour répondre à l'insécurité alimentaire aiguë liée à la pandémie de COVID-19. Un montant supplémentaire de 10 millions de CAD a</p>	Le Canada a fourni son aide alimentaire en 2021 par l'intermédiaire de 12 organismes de l'ONU et d'ONG. Le PAM a continué de recevoir la majorité du financement de l'aide alimentaire du Canada, s'élevant à 70% des affectations totales d'aide alimentaire du Canada en 2021. L'UNICEF, la Banque canadienne de grains et la FAO ont respectivement reçu 11%, 4,4% et 1,9% de l'aide du Canada. Le reste a été fourni à la CICR et à d'autres ONG canadiennes et internationales.

<sup>3</sup> En 2008, le Canada a entièrement délié son budget consacré à l'aide alimentaire en offrant jusqu'à 100% de ce budget pour des approvisionnements sur les marchés internationaux et en appuyant l'achat d'aliments dans les pays en développement.

<sup>4</sup> Veuillez vous reporter à la notification pour plus de détails.

1	2	3	4	5	6
				<p>été fourni en 2022 pour élargir les programmes en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.</p> <p>Le Canada a renforcé sa réponse humanitaire en matière d'alimentation et de nutrition au cours de l'année 2021, en offrant 135 millions de CAD supplémentaires en aide humanitaire (complétés par 20 millions de CAD d'aide au développement) pour soutenir les pays touchés par la crise.</p> <p>De plus, le Canada a versé 166,7 millions de CAD au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), qui a consacré au total 8,01 millions de CAD au secteur agricole. Une revue de l'exercice 2021 par le CRDI a permis de recenser quelque 34 projets en agriculture et dans des secteurs connexes mis en œuvre dans les PMA et les PDINPA et dont la valeur s'élève à 20,8 millions de CAD (pour un total général de 5,12 millions de CAD versés). Pour une ventilation par pays bénéficiaire, veuillez vous reporter à la notification.</p>	
Corée, République de	G/AG/N/KOR/87 (17 février 2022), période considérée: année civile 2021	La République de Corée a fourni une aide alimentaire par l'intermédiaire du Programme alimentaire mondial aux pays suivants (en millions d'USD): Kenya (4,10); Yémen (14,51); Éthiopie (11,52); Ouganda (8,56); République démocratique populaire lao (1,26).	Toute l'aide alimentaire accordée par la Corée est fournie intégralement à titre de don.	-	-
Etats-Unis d'Amérique	G/AG/N/USA/167 (16 novembre 2022) période considérée: <i>exercice financier 2020/21</i>	La quantité totale d'aide alimentaire fournie aux PMA et aux PDINPA était de 2 208 521 t. <sup>5</sup> Pour une ventilation des produits destinés à l'aide alimentaire, veuillez vous reporter à la notification.	L'aide alimentaire accordée dans le cadre du titre II, du programme "L'alimentation au service du progrès" et du programme "L'alimentation au service de l'éducation" est fournie intégralement à titre de don.	<p>Les mesures suivantes ont été notifiées<sup>6</sup>:</p> <p>a) assistance fournie par le Département d'État des États-Unis dans le secteur de l'agriculture d'un montant de 848 309 000 USD, comprenant les dépenses destinées à la production végétale et animale, à la gestion des ressources, à l'infrastructure, à l'élaboration de politiques et à la planification, à la formation et à la vulgarisation, ainsi qu'au crédit à l'agro-industrie ;</p> <p>b) la Millennium Challenge Corporation (MCC) a investi 72 040 000 USD dans l'agriculture et le développement rural concernant notamment les routes de campagne et les autres infrastructures, l'irrigation et la gestion de l'eau, l'assistance technique et le transfert de technologies agricoles, le financement rural, les droits fonciers/de propriété et la recherche dans le domaine agricole;</p> <p>c) le Département de l'agriculture a alloué 2 608 66 USD au Programme de bourses Borlaug,</p>	Les pays en développement, les PMA et les PDINPA Membres de l'OMC ont eu recours à des programmes de garantie du crédit à l'exportation bénéficiant d'un soutien du gouvernement des États-Unis pour un montant de 2 038 137 604 USD.

<sup>5</sup> Y compris quelques groupes régionaux qui incluent un PMA ou un pays importateur net de produits alimentaires.

<sup>6</sup> Tous les chiffres indiqués ci-après correspondent aux engagements ou aux prévisions budgétaires pour la période considérée.

1	2	3	4	5	6
				<p>4 723 234 USD au Programme de bourses Cochran et 5 112 244 USD au Programme pour les marchés émergents;</p> <p>d) les contributions des États-Unis aux organisations multilatérales axées principalement sur l'agriculture (par exemple le PNUD, la FAO, le PAM) se sont élevées à 5 002 911 005 USD;</p> <p>e) le gouvernement des États-Unis n'a pas accordé de soutien financier au fonds du "Peace Corps" pendant la période visée par la notification, étant donné que le Peace Corps n'a envoyé aucun volontaire sur le terrain pendant l'exercice budgétaire 2021 en raison de la pandémie de COVID-19, mais certaines activités du personnel ont toutefois été menées à bien pour remplacer l'envoi de volontaires dans les postes du Peace Corps;</p> <p>f) la valeur de l'aide alimentaire dans le cadre des programmes de développement s'est élevée à 821 603 822 USD. Ce chiffre correspond à la valeur en USD des produits de base fournis à titre de don dans le cadre des programmes d'aide alimentaire relevant du titre II, du programme "L'alimentation au service du progrès" et du programme "L'alimentation au service de l'éducation" qui ont été monétisés. Le montant comprenait un montant de 293 millions d'USD relevant du titre II; 85% des programmes de développement relevant du titre II étaient destinés à des PMA et à des PDINPA.</p>	
Fédération de Russie	G/AG/N/RUS/39 (2 mars 2023), période considérée: <i>année civile 2022</i>	La Russie a fourni ou financé une aide alimentaire d'un montant de 3 millions d'USD aux PMA, de 4 millions d'USD aux PDINPA et de 13 millions d'USD à d'autres pays. L'aide alimentaire a été distribuée dans le cadre du PAM.	Toute l'aide alimentaire a été fournie intégralement à titre de don.	-	-
Indonésie	G/AG/N/IDN/62 (15 octobre 2019), période considérée: <i>année civile 2018</i>	-	-	<p>L'Indonésie a tenu une formation internationale sur les technologies de transformation des produits d'élevage agricole pour les pays africains (participants: Afrique du Sud, Burundi, Burkina Faso, Ghana, Guinée-Bissau, Kenya, Mozambique, Namibie, Nigéria, Tanzanie, Sierra Leone, Zimbabwe).</p> <p>En outre, l'Indonésie a fourni une assistance sous forme de 100 motoculteurs (unités) aux Fidji pour un montant de 5,8 milliards d'IDR.</p>	-

1	2	3	4	5	6
Japon	G/AG/N/JPN/269 (13 avril 2022), période considérée: <i>année civile 2020</i>	Le Japon fournit des fonds destinés à l'achat de produits alimentaires et a octroyé 22,6 millions d'USD en 2020 pour l'achat de produits alimentaires. Pour une ventilation par pays bénéficiaire, veuillez vous reporter à la notification.	Tous les fonds ont été fournis intégralement à titre de don.	Le Japon a fourni 37,95 millions d'USD au titre de l'aide sous forme de dons et 79,93 millions d'USD au titre de la coopération technique. En outre, le Japon a accordé des prêts au titre de l'APD (dont plus de 25% à titre de dons) d'un montant de 105,07 millions d'USD aux fins de l'assistance technique et financière.	Le Japon a fourni 119,52 millions d'USD au titre de l'aide sous forme de dons et 122,90 millions d'USD au titre de la coopération technique aux pays en développement (y compris l'aide accordée aux pays d'Europe orientale et aux pays retirés de la liste des PMA). En outre, le Japon a accordé des prêts au titre de l'APD (dont plus de 25% à titre de dons) d'un montant de 313,43 millions d'USD aux pays en développement.
Norvège	G/AG/N/NOR/127 (25 septembre 2023), période considérée: <i>année civile 2022</i>	La Norvège fournit une aide alimentaire sous forme d'assistance économique par l'intermédiaire d'organisations comme le PAM, comprenant des programmes de développement à long terme et une aide d'urgence. La contribution totale de la Norvège au titre de l'aide alimentaire s'élevait à 3 665 millions de NOK en 2022.	Toute l'aide alimentaire a été fournie intégralement à titre de don.	L'aide au développement fournie par la Norvège comprenait:  a) 1 560 millions de NOK dans le cadre du Programme alimentaire mondial, dont 400 millions au titre de la contribution de base et 1 160 millions au titre du soutien multilatéral. au total, 335,1 millions du soutien multilatéral vont à des PMA.  b) Dans le cadre des programmes de développement à long terme, l'aide bilatérale fournie par la Norvège à certains secteurs du CAD (comme l'agriculture et la pêche) et certains partenaires s'est élevée à 2 305 millions de NOK environ (y compris l'aide fournie par l'intermédiaire du PAM) et 2 077 millions de NOK (à l'exclusion de l'aide fournie par l'intermédiaire du PAM).  c) L'aide alimentaire bilatérale affectée aux secours d'urgence fournie aux PMA (y compris l'aide bilatérale et multilatérale) s'est élevée à 264 millions de NOK environ (y compris l'aide fournie par l'intermédiaire du PAM) et 27 millions de NOK (à l'exclusion de l'aide fournie par l'intermédiaire du PAM).	-

1	2	3	4	5	6
Nouvelle-Zélande	G/AG/N/NZL/141 (4 octobre 2023) période considérée: <i>exercice financier 2022/23</i>	L'aide humanitaire de la Nouvelle-Zélande prend des formes multiples: dons (y compris le financement de base à des fins non spécifiées et le financement destiné à des pays), assistance technique pouvant être déployée, fournitures de secours et projets de redressement par le biais de partenaires locaux, tels que des organisations non gouvernementales.  En 2022/23, le financement de base accordé par la Nouvelle-Zélande à des organismes multilatéraux (PAM, Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) et FIDA) s'est élevé à 11 000 000 de NZD. L'aide alimentaire d'urgence en réponse à des appels comprenant un montant de 5 850 000 de NZD fourni par l'intermédiaire d'organisations internationales et les contributions sous forme de dons pouvait inclure l'aide alimentaire.	Tout le soutien financier au titre de l'aide alimentaire prend la forme de dons.	Au total, la Nouvelle-Zélande a fourni 31 356 088 NZD et 7 500 000 NZD au titre de l'assistance technique et financière respectivement dans les régions du Pacifique et de l'Afrique par les voies mondiales/régionales. Par les voies bilatérales, la Nouvelle-Zélande a fourni 6 063 090 NZD aux pays du Pacifique, 33 316 289 NZD à l'Asie et 1 988 196 NZD à l'Afrique et aux Amériques.	Le Programme d'aide néo-zélandais finance des bourses d'études et des bourses de courte durée offertes aux étudiants de pays en développement qui souhaitent étudier dans des établissements néo-zélandais. Il accorde aussi une aide à l'Université du Pacifique Sud, à Suva (Fidji).  En outre, les missions diplomatiques de la Nouvelle-Zélande fournissent aux exportateurs des pays en développement des renseignements sur l'accès au marché néo-zélandais.
Royaume-Uni	G/AG/N/GBR/10 (20 février 2023), période considérée: <i>année civile 2021</i>	En 2021, le Royaume-Uni a accordé une assistance au titre de l'aide alimentaire sous forme de dons et n'a pas fait de dons effectifs de produits alimentaires.	Toute l'aide alimentaire apportée par le Royaume-Uni a été fournie sous forme de dons, en espèces, assortie de conditions non liées, au Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU (son principal partenaire en 2021, avec un total de 274 742 000 GBP), au Programme des Nations Unies pour le développement, à CARE International, au Comité international de la Croix-Rouge et au Fonds des Nations Unies pour l'enfance. L'aide est fournie intégralement sous forme de dons.  L'Office des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement (FCDO) du	Toute l'assistance financière fournie par le Royaume-Uni a pris la forme de dons. Durant l'année civile 2021, le Royaume-Uni a octroyé un total de 110 474 734 GBP au titre de l'aide alimentaire d'urgence en faveur des PMA et des PDINPA, englobant la fourniture et la distribution de denrées alimentaires; les frais logistiques; les montants en espèces et les bons pour l'achat de denrées alimentaires; les interventions nutritionnelles non médicales auprès de populations touchées par des crises, y compris les réfugiés et les personnes déplacées sur le territoire national dans des pays en développement en situation d'urgence. En outre, un montant de 8 966 190 GBP a été déboursé pour les programmes d'aide alimentaire; il englobe la fourniture de produits destinés à l'alimentation humaine dans le cadre de programmes nationaux ou internationaux, y compris les frais de transport, les versements en espèces pour l'approvisionnement en produits alimentaires; les projets d'aide alimentaire et l'assistance au titre de l'alimentaire destinée à la vente.	-

1	2	3	4	5	6
			Royaume-Uni est chargé d'administrer la majeure partie du budget de l'aide extérieure au développement (AED) du Royaume-Uni, et il s'attache à réduire la pauvreté, à limiter l'impact des crises humanitaires et à jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre le changement climatique. <sup>7</sup>	La part de ces montants qui a été dépensée à des fins alimentaires et nutritionnelles ne peut être calculée avec précision du fait du large mandat des partenaires du Royaume-Uni en matière d'aide alimentaire. Le total des fonds alloués par le Royaume-Uni aux programmes d'aide alimentaire et de sécurité alimentaire, ainsi qu'à l'aide alimentaire d'urgence en faveur des PMA et des PDINPA en 2021, par pays bénéficiaire, est indiqué à l'annexe ci-après.	
Suisse	G/AG/N/CHE/118 (8 août 2022), période considérée: <i>année civile 2021</i>	<p>L'assistance alimentaire suisse se compose de contributions pour des programmes de distribution d'aide alimentaire sous forme de transferts monétaires, ainsi que dans de rares cas isolés, en transferts monétaires liés à l'achat de produits laitiers d'origine suisse.<sup>8</sup> L'assistance alimentaire est complétée par les efforts de plaidoyer mondial de la Suisse et son engagement dans la lutte contre les causes profondes de la faim, par exemple au moyen du soutien à la recherche agricole, de la promotion des petits agriculteurs et de la réduction des pertes après récolte.</p> <p>La Suisse travaille en partenariat étroit avec des organisations internationales dans le domaine de l'assistance alimentaire, en particulier avec le Programme alimentaire mondial (PAM). En 2021, ses contributions au PAM se sont élevées à environ 75,2 millions de CHF.</p> <p>Les prestations ne sont pas ventilées selon les critères PMA ou PDINPA. En revanche, l'allocation des fonds de la Suisse</p>	Toute l'aide alimentaire a été fournie intégralement à titre de dons.	<p>L'aide publique au développement (APD) de la Suisse s'est élevée à 3,59 milliards de CHF en 2021. Grâce à son aide au développement, la Suisse soutient les efforts des pays en développement afin d'améliorer les conditions de vie de leurs populations, de renforcer leur capacité à assumer une plus grande responsabilité et d'assurer leur développement par leurs propres moyens.</p> <p>La Direction du développement et de la coopération (DDC) est responsable de la coordination générale de la coopération technique et de l'aide financière aux pays en développement.</p> <p>Le SECO (Centre de prestations Coopération et développement économiques du Secrétariat d'État à l'économie) met en œuvre les mesures de politique économique et commerciale liées à la coopération au développement avec les pays à revenu moyen en particulier. À travers la coopération avec les pays en transition, la DDC et le SECO apportent conjointement leur appui à une transition durable vers la démocratie et l'économie de marché.</p> <p>L'aide humanitaire suisse et l'aide d'urgence de la DDC sont opérées par le biais de divers canaux: la mobilisation d'experts du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) et d'autres unités de crise; la distribution d'aide alimentaire par l'intermédiaire des organismes de secours suisses et du Programme alimentaire mondial (PAM); l'octroi d'un soutien financier aux activités du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et aux</p>	-

<sup>7</sup> L'aide alimentaire fournie par le gouvernement de Jersey passe par Jersey Overseas Aid (JOA). La Commission de l'aide et du développement extérieurs (qui fait partie des États de Guernesey) finance des projets agricoles dans les pays en développement en accordant des aides sous forme de dons à des organisations caritatives (enregistrées auprès de l'une des commissions de bienfaisance de Grande-Bretagne) opérant à l'étranger.

<sup>8</sup> Depuis 2012, la Suisse est partie contractante à la Convention relative à l'assistance alimentaire (CAA). Dès 2022, les contributions financières suisses ne sont plus liées à l'achat de produits en Suisse.



1	2	3	4	5	6
		pour des opérations d'assistance alimentaire se font selon les critères suivants: besoins (population touchée, urgence et lacunes financières), synergies potentielles avec des programmes suisses et présence d'un bureau de coopération suisse sur place. Pour le détail des fonds alloués aux PMA et aux PDINPA au titre de l'assistance alimentaire et nutritionnelle, veuillez vous reporter à la notification.		organisations humanitaires de l'ONU. La DDC soutient également des organisations humanitaires non gouvernementales actives sur le terrain.	
Union européenne	G/AG/N/EU/82 (20 février 2023), période considérée: <i>année civile 2022</i>	En tout, la part du financement en matière d'assistance alimentaire et nutritionnelle pour les PMA et les PDINPA s'est élevée à près de 540 millions d'EUR, qui ont servi à financer principalement l'achat de produits, des distributions de montants en espèces pour l'achat de nourriture, la logistique, les opérations de soutien et le transport, d'autres mesures de soutien ainsi que des mesures de suivi de la mise en œuvre des programmes humanitaires d'assistance alimentaire et nutritionnelle, ainsi que des programmes de protection des moyens de subsistance. En plus de ce montant, près de 97 millions d'EUR ont été fournis à titre d'assistance sous la forme de transferts monétaires polyvalents. La part de ce montant qui a finalement été dépensé à des fins alimentaires et nutritionnelles ne peut pas être connue avec certitude, mais on estime qu'elle représente au moins un tiers du montant total des transferts. <sup>9</sup> En tout, une assistance alimentaire et nutritionnelle ou des transferts	Toute l'assistance alimentaire est fournie intégralement à titre de don. L'UE encourage ses partenaires de mise en œuvre à fournir une assistance en espèces chaque fois que ce sera possible et, lorsque l'aide en nature est la seule option viable, elle encourage les achats locaux et régionaux, afin d'éviter que les importations de produits alimentaires en provenance de pays développés n'aient des effets négatifs sur les marchés locaux.	La Commission européenne a fourni l'assistance alimentaire indiquée aux victimes les plus vulnérables de catastrophes naturelles et causées par l'homme. La répartition de l'assistance a été rigoureusement décidée en fonction des besoins et conformément aux principes humanitaires fondamentaux (humanité, neutralité, impartialité et indépendance).	La mise en œuvre de l'assistance alimentaire financée par la Commission européenne a été réalisée par des institutions des Nations Unies et d'autres organisations internationales, des ONG internationales et des organisations de la famille de la Croix-Rouge/du Croissant-Rouge.

<sup>9</sup> En 2010, l'UE a adopté sa politique d'aide alimentaire humanitaire, qui reflète le passage de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire, afin de couvrir les besoins alimentaires et nutritionnels aigus des populations les plus vulnérables de la manière la plus efficace et la plus effective.

1	2	3	4	5	6
		monétaires polyvalents ont été fournis aux populations vulnérables de 70 pays ou territoires, dont 41 PMA et PDINPA, dans lesquels la sécurité alimentaire et nutritionnelle n'était pas assurée. Pour une ventilation par pays bénéficiaire, veuillez vous reporter à la notification.			

Note: Sur la base des dernières notifications sous la forme du tableau NF:1 distribuées par les Membres jusqu'au 15 novembre 2023. La liste des notifications sous la forme du tableau NF:1 communiquées par les Membres pour les années 1995-2022 figure à l'annexe 1 du présent addendum.

\_\_\_\_\_

## ENGAGEMENTS ANNUELS MINIMAUX DES PARTIES À LA CAA EN 2023

Donateur	Engagements en 2022
Australie	80 millions d'AUD
Autriche	1,495 millions d'EUR
Canada	250 millions de CAD
Corée, République de	51,9 milliards de KRW
Danemark	203 millions de DKK
Espagne	10 millions d'EUR
États-Unis d'Amérique	3,5 milliards d'USD
Fédération de Russie	15 millions d'USD
Finlande	6 millions d'EUR
France	150 millions d'EUR
Japon	10 milliards de JPY
Luxembourg	4 millions d'EUR
Slovénie	30 000 d'EUR
Suède	200 millions de SEK
Suisse	47 millions de CHF
Union européenne	350 millions d'EUR

Source: <http://www.foodassistanceconvention.org/commitments.aspx>.

## ANNEXE 1

Liste des notifications sous la forme du tableau NF:1<sup>1</sup> au titre de l'article 16:2 de l'Accord sur l'agriculture pour les années de notification 1995-2022

Année	Argentine	Australie	Canada	Cuba	Union européenne	Indonésie	Corée, République de	Japon	Nouvelle-Zélande	Norvège	Fédération de Russie	Afrique du Sud	Suisse	États-Unis	Royaume-Uni
1995	ARG/10	AUS/5	CAN/11	CUB/4	EEC/9			JPN/15	NZL/6	NOR/6		ZAF/7	CHE/23		
1996	ARG/10	AUS/13	CAN/18	CUB/5	EEC/21 & Add.1			JPN/27	NZL/13	NOR/19 & Corr.1		ZAF/9	CHE/23	USA/7	
1997	ARG/10	AUS/21	CAN/25		EEC/21 & Add.1			JPN/33	NZL/17	NOR/20 & Corr.1		ZAF/17	CHE/23	USA/20	
1998	ARG/10	AUS/25	CAN/34	CUB/14	EEC/25			JPN/46	NZL/25	NOR/26		ZAF/24	CHE/23	USA/21	
1999	ARG/10	AUS/32/Rev.1	CAN/42		EEC/35			JPN/68	NZL/26	NOR/33			CHE/30	USA/31	
2000	ARG/15	AUS/39	CAN/52		EEC/35			JPN/78	NZL/30	NOR/34 & Corr.1		ZAF/39	CHE/30	USA/46	
2001	ARG/21	AUS/48	CAN/52		EEC/46 & Add.1			JPN/87	NZL/39	NOR/37		ZAF/42	CHE/30	USA/52	
2002		AUS/51	CAN/57	CUB/24	EEC/46 & Add.1			JPN/107	NZL/39	NOR/42		ZAF/50	CHE/30	USA/52	
2003		AUS/57	CAN/57		EEC/50			JPN/125	NZL/40	NOR/42		ZAF/56	CHE/39 & Corr.1	USA/56	
2004		AUS/60	CAN/67		EEC/56			JPN/125	NZL/45/Rev.1	NOR/44		ZAF/60	CHE/39 & Corr.1	USA/65	
2005		AUS/68	CAN/72		EEC/56			JPN/144	NZL/56 & Corr.1	NOR/44		ZAF/67	CHE/39 & Corr.1	USA/65	
2006		AUS/71	CAN/81		EU/1			JPN/145	NZL/56 & Corr.1	NOR/44		ZAF/69	CHE/53	USA/65	
2007		AUS/75	CAN/88	CUB/34	EU/2			JPN/145	NZL/60	NOR/54/Rev.1		ZAF/72	CHE/53	USA/76	
2008		AUS/81	CAN/93		EU/3			JPN/160	NZL/60	NOR/54/Rev.1		ZAF/72	CHE/53	USA/76	
2009		AUS/84	CAN/93		EU/4			JPN/172	NZL/68	NOR/60		ZAF/82	CHE/64	USA/83	
2010		AUS/93	CAN/100	CUB/43	EU/15			JPN/180	NZL/71	NOR/62		ZAF/82	CHE/64	USA/90	
2011		AUS/93	CAN/100	CUB/46	EU/15			JPN/199	NZL/77	NOR/68		ZAF/82	CHE/64	USA/97 & Corr.1	
2012		AUS/93		CUB/46	EU/21			JPN/229	NZL/82	NOR/70		ZAF/82	CHE/76	USA/98	
2013		AUS/98	CAN/115 & Corr.1		EU/21	IDN/48		JPN/229	NZL/95	NOR/79		ZAF/82	CHE/76	USA/105	
2014		AUS/105	CAN/115 & Corr.1	CUB/55	EU/27	IDN/49 & Corr.1		JPN/229	NZL/95	NOR/84	RUS/7	ZAF/89	CHE/76	USA/113	
2015		AUS/108	CAN/132	CUB/55	EU/32	IDN/50		JPN/229	NZL/95	NOR/88	RUS/14	ZAF/102	CHE/81 & Corr.1	USA/116	
2016		AUS/119	CAN/133		EU/42	IDN/51		JPN/229	NZL/101	NOR/93	RUS/17	ZAF/103	CHE/85	USA/119	
2017		AUS/124	CAN/130		EU/49			JPN/266	NZL/114	NOR/100	RUS/20	ZAF/104	CHE/86/Rev.1	USA/129	
2018		AUS/134	CAN/152		EU/54	IDN/62	KOR/74	JPN/267	NZL/115	NOR/107	RUS/25		CHE/97	USA/145	

<sup>1</sup> Le tableau présente les notifications distribuées au 15 novembre 2023.

Année	Argentine	Australie	Canada	Cuba	Union européenne	Indonésie	Corée, République de	Japon	Nouvelle-Zélande	Norvège	Fédération de Russie	Afrique du Sud	Suisse	États-Unis	Royaume-Uni
2019		AUS/143	CAN/154		EU/60 & Corr.1		KOR/75	JPN/268	NZL/123	NOR/113	RUS/28		CHE/105	USA/146	
2020		AUS/151	CAN/155		EU/67		KOR/86	JPN/269	NZL/128	NOR/118	RUS/33		CHE/112	USA/160	
2021		AUS/156	CAN/156		EU/73		KOR/87		NZL/135	NOR/126	RUS/36 & Rev.1		CHE/118	USA/167	GBR/10 & Rev.1
2022					EU/82				NZL/141	NOR/127	RUS/39				

Notes:

- i. Une cellule vide indique qu'aucune notification n'a été reçue pour l'année de notification concernée.
- ii. L'obligation d'envoyer une notification annuelle sous forme de tableau NF n'est applicable que lorsque des mesures ont été prises dans le cadre de la Décision sur les PDINPA pendant l'année considérée. Une notification "néant" n'est pas nécessaire en l'absence de telles mesures.
- iii. Les notifications indiquant qu'aucune mesure n'avait été prise dans le cadre de la Décision sur les PDINPA ne sont pas incluses.
- iv. Les périodes annuelles considérées ("année") diffèrent selon les Membres. Les symboles utilisés dans le tableau renvoient aux notifications de la série G/AG/N/--.

---